



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Brexit

Question au Gouvernement n° 1849

Texte de la question

BREXIT

M. le président. La parole est à M. Alexandre Holroyd.

M. Alexandre Holroyd. Madame la secrétaire d'État chargée des affaires européennes, (« Ah ! » *sur les bancs du groupe LR*) neuf jours, il reste neuf jours aux Britanniques pour décider dans quelles conditions le Royaume-Uni quittera l'Union européenne.

Cela pourrait paraître simple : c'est, après tout, un accord négocié par la Première ministre, soutenue par son gouvernement, que la Chambre des communes est appelée à ratifier. Pourtant, les parlementaires britanniques semblent refuser toutes les voies de sortie possibles.

Chacun ici tirera ses propres conclusions de ce spectacle attristant : une vieille démocratie parlementaire tétanisée par l'héritage empoisonné de ceux qui mentent sans vergogne à des fins électoralistes. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

M. Fabien Di Filippo. Vous parlez d'Emmanuel Macron ?

M. Alexandre Holroyd. Cela dit, nous ne sommes pas seulement les spectateurs de cette débâcle : 350 000 de nos concitoyens vivant au Royaume-Uni se couchent chaque soir dans l'angoisse de savoir si leurs droits seront préservés demain. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Pierre Cordier. Balayez devant votre porte !

M. Fabien Di Filippo. Extrémiste ! Vous jouez sur les peurs !

M. Alexandre Holroyd. Pourront-ils se faire soigner comme hier ? Garderont-ils leur emploi, leurs droits à la retraite ? C'est vers vous, madame la ministre, que leurs regards se tournent dorénavant.

Dans nos ports, notamment à Calais, là où transitent chaque année plusieurs dizaines de millions de tonnes de biens, nos fonctionnaires et nos entreprises sont confrontés à un défi d'une ampleur inégalée. Ont-ils les moyens de le relever ?

Madame la ministre,...

M. Fabien Di Filippo. Elle est secrétaire d'État, pas ministre !

M. Alexandre Holroyd. ...il y a plusieurs mois, le Parlement a donné au Gouvernement des pouvoirs importants, les coudées franches, pour se préparer à un Brexit dur.

Nos viticulteurs, qu'ils soient dans le Bordelais ou dans le Cher, nos champions industriels, comme Airbus ou EDF, et nos PME, partout en France,...

M. Sébastien Jumel. Nos pêcheurs !

M. Alexandre Holroyd. ...sont-ils prêts à faire face à ce choc ?

Enfin, il apparaît que la Première ministre britannique s'apprête à demander au Conseil européen un nouveau report du Brexit. C'est une demande lourde de conséquences pour l'Union européenne. Quel regard notre pays et le Gouvernement portent-ils sur cette requête ?

M. le président. La parole est à Mme la secrétaire d'État chargée des affaires européennes. (*Mmes et MM. les députés des groupes LaREM et MODEM se lèvent et applaudissent.*)

M. Maxime Minot et M. Fabien Di Filippo . Attendez qu'elle ait parlé pour applaudir !

Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État chargée des affaires européennes. Au cours des derniers mois et des dernières semaines, la Chambre des communes a émis des votes de toute sorte et n'est effectivement parvenue à s'entendre sur aucune solution.

M. Éric Straumann. Ça, on le sait !

Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État. L'appel à l'unité nationale lancé hier soir par Theresa May est très positif, mais nous n'avons aucune certitude quant à son issue. Le Conseil européen a demandé à Mme May de présenter, le 10 avril prochain, un plan qui puisse recueillir une majorité. Elle a déclaré hier soir qu'elle souhaitait une nouvelle extension.

Je le dis devant vous, comme l'a dit le Président de la République hier : une extension longue, qui impliquerait la participation des Britanniques aux élections européennes, n'a rien d'automatique. Si Theresa May ne propose pas de plan solide,...

M. Christian Jacob. Il faut leur donner Macron !

Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État. ...le Royaume-Uni, qui restera un ami et un allié essentiel, aura de facto choisi de sortir sans accord. Nous ne pouvons pas éviter l'échec à sa place. Nous serons prêts, même sans accord, y compris à Calais, où les travaux d'aménagement du port se sont achevés hier.

Vous avez raison d'être mobilisé, monsieur Holroyd, car, derrière le Brexit, il y a des citoyens, des parents, des travailleurs, des retraités.

M. Sébastien Jumel. Des pêcheurs !

Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État. Oui, des pêcheurs également. Nous faisons preuve d'une vigilance absolue pour protéger les Français qui sont sur place et leurs familles. Le Royaume-Uni a pris des engagements ; il doit les tenir. Je le redirai cet après-midi à son ambassadeur, et je rencontrerai très prochainement nos compatriotes à Londres. (*Exclamations sur quelques bancs du groupe LR.*)

M. Ian Boucard. Nous voilà rassurés !

Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État . Je vous rassure, le Président de la République et le Premier

ministre ne m'ont pas confié pour seule tâche de m'occuper des conséquences du Brexit. (*« Ah ! » sur les bancs du groupe LR.*)

M. Pierre Cordier. Sans blague !

M. Boris Vallaud. Ah bon ?

Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État. Ma mission est avant tout de soutenir un projet pour tous les Européens. Hier, un accord a été trouvé pour que nos frontières soient mieux protégées : l'agence Frontex disposera de 10 000 hommes et de moyens renforcés. Je crois que c'est la preuve que l'Europe agit et protège. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Données clés

Auteur : [M. Alexandre Holroyd](#)

Circonscription : Français établis hors de France (3^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1849

Rubrique : Union européenne

Ministère interrogé : Affaires européennes

Ministère attributaire : Affaires européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [4 avril 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [4 avril 2019](#)